
LE CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT ET LA FINANCE SOLIDAIRE AU QUÉBEC

Marguerite Mendell

Valérie Boudreau

Ralph Rouzier

Institut Polanyi / Université Concordia

En collaboration avec la Chaire d'éthique appliquée

Université de Sherbrooke

TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles, abréviations et acronymes.....	3
Introduction.....	4
Méthodologie.....	6
Questionnaire.....	6
Recherche de sources secondaires.....	7
Typologie.....	8
Capital de développement.....	9
Finance solidaire.....	9
résultats 2010.....	11
Le capital de développement.....	11
Résultats.....	11
Provenance.....	12
Objectifs.....	14
Politiques d'investissement.....	17
La finance solidaire.....	17
Résultats.....	18
Capital de risque et prêts pour OBNL et coopératives.....	18
Crédit communautaire.....	20
Conclusion.....	22
ANNEXE.....	24
Lettre de présentation et questionnaire.....	24
Liste complète des répondants.....	32
Liste complète des rapports annuels consultés.....	33

LISTE DES SIGLES, ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ACLDQ	Association des centres locaux de développement du Québec
AIR	Association pour l'investissement responsable
ARUC-ÉS	Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
CDÉC	Corporation de développement économique communautaire
CDFI	<i>Community Development Financial Institutions</i>
CDC	Corporation de développement communautaire
CDP	Caisse de dépôt et placement du Québec
CDR	Coopérative de développement régional
CLD	Centre local de développement
CRDC	Capital régional et coopératif Desjardins
ESG	Environnementale, sociale et de gouvernance
ETI	<i>Economically Targeted Investment</i>
FCJE	Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs
FDEÉS	Fonds de développement des entreprises d'économie sociale
FIEF	Fonds d'investissement pour l'entrepreneurship au féminin
FIER	Fonds d'intervention économique régional
FJP	Fonds Jeunes promoteurs
FLI	Fonds local d'investissement
FSR	Finance socialement responsable
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
ISR	Investissement socialement responsable
MAMROT	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
OBNL	Organisation à but non lucratif
PME	Petite et moyenne entreprise
RISQ	Réseau d'investissement social du Québec
RQCC	Réseau québécois du crédit communautaire
SOLIDE	Société locale d'investissement pour le développement de l'emploi

INTRODUCTION

À l'automne 2010, le Groupe de recherche sur la finance socialement responsable composé de la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke, de l'Institut Karl Polanyi d'économie politique de l'Université Concordia et du Réseau de la finance solidaire et responsable CAP Finance, a entrepris de mettre à jour le portrait québécois de la finance socialement responsable réalisé en 2006 par l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) et par le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS). Cette mise à jour a été dirigée par Marguerite Mendell, directrice de l'Institut Karl Polanyi et directrice adjointe de l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia, ainsi qu'Allison Marchildon, professeure associée à la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke. Elle comporte deux volets : le placement et l'investissement responsable. L'équipe de l'Institut Karl Polanyi a réalisé le portrait de ce deuxième volet constitué du capital de développement et de la finance solidaire.

Rappelons que l'investissement suppose une implication plus active dans l'exploitation de l'entreprise. Le placement se limite, quant à lui, à placer des actifs sur des marchés financiers secondaires en vue d'un profit. Il sera qualifié de responsable si les décisions liées aux choix de placements et à leur gestion sont fondées sur des préoccupations extrafinancières.

Pour ce qui est du capital de développement, il regroupe les institutions de capital de risque avec multi-objectifs, c'est-à-dire des pratiques d'investissement direct qui recherchent explicitement des bénéfices collatéraux, tels la création d'emplois ou le développement économique local et régional. Quant à la finance solidaire, elle désigne le financement du développement économique communautaire et des entreprises d'économie sociale.

Le capital de développement compte quatre catégories :

1. le capital de risque pour le développement régional (incluant les sociétés d'État);
2. le capital de risque pour l'emploi et la participation des travailleurs;
3. le capital de risque pour l'emploi (sociétés d'État);
4. le capital de risque pour le développement local.

La Finance solidaire compte trois catégories :

1. le capital de risque et prêts pour les organismes à but non lucratif (OBNL) et coopératives;
2. le capital de risque et prêts pour OBNL et coopératives (sociétés d'État);
3. le crédit communautaire.

Il importe de noter que, malgré le fait qu'il s'agisse d'une mise à jour de données, il n'est pas vraiment possible de comparer les résultats du portrait de l'année 2010 avec le portrait de l'année 2006 puisque ce ne sont pas les mêmes catégories de pratiques qui ont été utilisées. Les actifs des pratiques d'investissement responsable ont toutefois connu une hausse significative pour deux raisons. D'une part, nous avons inclus de nouvelles institutions dans l'enquête et, d'autre part, les institutions de cette composante ont connu une croissance importante de leur collecte de fonds.

Nous tenons à remercier pour leur appui et leur grande collaboration Louise Campeau et Gilles Bourque. Merci aussi à Ana Gomez, la perle de l'Institut Karl Polanyi, pour son aide constante, ainsi qu'à Pascale Chavaz, sans qui nous aurions eu peu de données à discuter!

MÉTHODOLOGIE

QUESTIONNAIRE

Dans le but d'obtenir un aperçu du capital disponible pour la création d'emplois, le développement économique local et régional ainsi que le financement du développement économique communautaire et des entreprises d'économie sociale, nous avons ciblé plus de 715 fonds gérés par un peu plus de 300 organismes dans toutes les régions du Québec. Cet échantillon provient des listes d'envois utilisées lors d'inventaires précédents (2006 pour le capital de développement, et 2004 pour la finance solidaire). Les listes d'envois ont été revues et les renseignements ont été mis à jour après des recherches sur Internet.

Nous avons construit un questionnaire s'inspirant lui aussi des études précédentes. Cependant, pour la première fois, les données ont été recueillies par Internet. En effet, pour simplifier la cueillette de données, nous avons opté pour un outil de sondages en ligne, *SurveyMonkey*.

SurveyMonkey cadrait parfaitement avec nos besoins pour ce projet, non seulement pour sa facilité d'utilisation et le coût d'abonnement peu élevé, mais aussi parce que l'outil offre une sécurité renforcée (SSL/HTTPS) et des options d'analyse poussée des données. Par contre, l'outil avait certaines limites. Il est possible que des répondants aient été découragés par le format de réponse très restreint (par exemple, les cases où on demandait un pourcentage n'acceptaient que des nombres de 1 à 100). Il était aussi impossible de répondre pour plus d'un fonds à la fois, alors que la grande majorité des répondants géraient plus d'un fonds.

L'enquête a été menée entre novembre 2010 et janvier 2011. À la fin novembre, durant trois semaines, nous avons relancé les organisations par téléphone. Nous leur avons offert de remplir le questionnaire en format Word. Ainsi, les répondants avaient plus de temps pour répondre, plus de flexibilité dans leurs choix de réponses et l'option de remplir un seul formulaire pour plus d'un fonds. Les données recueillies de cette manière ont alors été enregistrées manuellement dans l'outil *SurveyMonkey* pour nous permettre d'analyser l'ensemble des données. Pour ce qui est du capital de développement, 67 questionnaires nous sont parvenus et 17 pour la finance solidaire. Les données recueillies ont été complétées par celles disponibles dans les rapports annuels de gestion de diverses organisations (fonds de travailleurs, sociétés d'État, etc.). Il faut

souligner qu'un nombre important de fonds gérés par des organismes de soutien au développement économique tels que les centres locaux de développement (CLD), les corporations de développement économique communautaire (CDÉC) ou les sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) n'ont pas répondu à l'enquête, ce qui explique le faible taux de réponse.

RECHERCHE DE SOURCES SECONDAIRES

Lors de nos recherches, nous avons consulté plusieurs rapports annuels et autres documents. Les rapports des membres de l'Association des centres locaux de développement (ACLQ) ont été d'un intérêt particulier, parce que ces organismes gèrent en moyenne trois fonds importants : pour le capital de développement, le Fonds local d'investissement (FLI) et le programme Jeunes promoteurs (JP), et pour la finance solidaire, le Fonds de développement des entreprises d'économie sociale (FDEÉS). Mentionnons que les rapports des CLD constituent une source d'information importante. Ils sont sommés de produire annuellement un rapport de leurs activités ainsi que de leurs états financiers, en raison de leur mandat de développement local.

Nous avons consulté les rapports annuels de l'année 2009 de 62 CLD et CDÉC sur un total possible de 120. Ont été exclus les organismes qui n'avaient pas de site Web, qui n'avaient pas publié leur rapport pour l'année 2009 en ligne ou qui ne rapportaient pas des données financières d'intérêt. Des 62 rapports retenus, nous avons obtenu des données sur 205 fonds concernant la capitalisation totale, les montants investis, les investissements générés et même le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces organismes.

Les résultats de cette analyse des documents secondaires sont indiqués séparément des réponses au questionnaire.

TYPLOGIE

L'Association pour l'investissement responsable (AIR) propose, dans sa revue 2008 de l'investissement socialement responsable (ISR) au Canada, une définition qui divise les pratiques d'investissement responsable en deux approches contextuelles : l'ISR de base et l'ISR élargi.

Les trois principales stratégies d'ISR de base sont le filtrage ou tamisage selon des critères d'inclusion ou d'exclusion, les investissements communautaires et les prêts socialement responsables. Ces pratiques reposent sur la supposition que les placements peuvent avoir des conséquences positives ou négatives pour la société et l'environnement, et qu'on se doit donc de choisir et de gérer les investissements selon des principes éthiques.

L'ISR élargi englobe différentes approches impliquant une analyse des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), sans prendre une position éthique. L'abstraction de la dimension éthique dans l'analyse financière ou la gestion des portefeuilles permet d'observer l'influence des facteurs ESG sur le rendement des investissements. Outre l'analyse ESG, les pratiques d'ISR élargies comprennent l'engagement actionnarial et l'implication directe auprès des entreprises ainsi que le capital de risque pour le développement durable.

La présente étude utilise une terminologie similaire. Cependant, nous avons opté pour une typologie développée au cours d'enquêtes précédentes qui permet de distinguer les pratiques de l'investissement responsable en deux composantes. Cette classification permet de mettre en relation diverses pratiques courantes dans la tradition anglo-saxonne (ISR) et dans le monde francophone (économie sociale et solidaire).

Tableau 1 Les composantes de l'investissement responsable

	Forme	Activité	Acteurs
Investissement responsable	Capital de développement	Capital de risque qui se distingue par ses objectifs socioéconomiques, tels que la création d'emploi, le développement local et régional, l'environnement.	Sociétés d'investissement gouvernées par les acteurs associatifs, développement durable
	Finance solidaire	Le financement du développement économique communautaire et des entreprises d'économie sociale.	Organismes de microcrédit, coopératives financières ou fonds hybrides de financement

CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

La composante du capital de développement regroupe les institutions de capital de risque avec multi-objectifs. Au Canada et aux États-Unis on utilise plutôt le terme *Economically Targeted Investment* (ETI)¹. Au Québec, les catégories les plus importantes sont composées des actifs provenant des fonds de travailleurs (FTQ et CSN²) et de Capital régional et coopératif Desjardins. Le capital de développement doit être compris comme une forme de capital de risque, mais à vocation socioéconomique. Il utilise les instruments du capital de risque (financement sans garantie sous forme d'équité ou de quasi-équité³), mais il s'en distingue par ses objectifs socioéconomiques tels que la création d'emplois, le développement local et régional, la protection de l'environnement ou la formation des travailleurs. Ces objectifs n'occulent pas les préoccupations de rendement financier, mais supposent des arbitrages conséquents.

FINANCE SOLIDAIRE

La finance solidaire prend diverses formes à travers le monde incluant, entre autres, différentes manières de créer une épargne collective pour répondre aux inégalités et aux injustices sociales. Même si les acteurs de la finance solidaire sont parties prenantes de ce qu'on appelle le capital de développement, étant donné leurs objectifs socioéconomiques, ils s'en distinguent fondamentalement par la clientèle (les entreprises collectives et les milieux défavorisés), les instruments financiers et leur rapport à l'argent.

On retrouve dans la finance solidaire un spectre qui va du microcrédit (ou fonds communautaires) aux institutions financières qui s'engagent dans cette perspective. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, par exemple, on utilise plutôt la notion de *Community Investment* et les institutions financières qui se spécialisent dans ce domaine sont des *Community*

¹ Carmichael, Isla et Jack Quarter (2003). *Money on the Line. Workers' Capital in Canada*. Ottawa : Canadian Centre for Policy Alternatives, 272 pages.

² Fonds de solidarité FTQ et Fondation, le Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi.

³ Équité : investissement sous forme de capitaux propres (souscription d'action, de parts de société en commandite) ou sous forme de titres convertibles en actions ou en parts (débentures). Quasi-équité : financement hybride qui est généralement subordonné sous forme de prêts participatifs, prêts subordonnés, prêts à redevance, débentures ou prêts convertibles.

Development Financial Institutions (CDFI), alors qu'en Europe continentale la notion de finance solidaire est assez commune. La notion d'*Impact Investment*, englobe aussi la finance solidaire.

Au Québec, la finance solidaire désigne le financement du développement économique communautaire et des entreprises d'économie sociale. Gouvernée par les acteurs du milieu, elle prend la forme de prêts à intérêt avec ou sans garanties, mais elle passe aussi par la reconstruction du capital social des communautés. Plus récemment, la finance solidaire au Québec a été en mesure d'inclure le capital patient ou la quasi-équité pour répondre aux besoins d'investissements de long terme des entreprises collectives grâce au partenariat avec l'État et les fonds de travailleurs.

RÉSULTATS 2010

Comme nous l'avons déjà souligné, un questionnaire a été administré entre novembre 2010 et janvier 2011 afin d'avoir un aperçu du capital disponible pour le capital de développement (67 répondants) et la finance solidaire (17 répondants). Les données recueillies ont été complétées par celles disponibles dans les rapports annuels de gestion de diverses organisations (CLD, fonds de travailleurs, sociétés d'État, etc.).

LE CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

La composante du capital de développement regroupe les institutions de capital de risque avec multi-objectifs. La plupart des organisations offrent de l'équité ou de la quasi-équité qui s'ajoutent à une offre de conseils aux entreprises financées. Les catégories les plus importantes sont composées des actifs provenant des fonds de travailleurs (FTQ et CSN) et de Capital régional et coopératif Desjardins. Le capital de développement doit être compris comme une forme de capital de risque, mais à vocation socioéconomique. Il utilise les instruments du capital de risque (financement sans garantie sous forme d'équité ou de quasi-équité), mais il s'en distingue par ses objectifs socioéconomiques tels que la création d'emplois, le développement local et régional, la protection de l'environnement ou la formation des travailleurs. Ces objectifs n'ocultent pas les préoccupations de rendement financier, mais supposent des arbitrages conséquents. Au Canada et aux États-Unis on parle d'*Impact Investment*, c'est-à-dire des pratiques d'investissement direct qui recherchent explicitement des bénéfices collatéraux. Ce concept, introduit il y a peu de temps, regroupe une diversité d'instruments financiers qui ont émergé récemment ainsi que les fondations et les OBNL qui s'engagent de plus en plus comme investisseurs dans des nombreuses entreprises.

RÉSULTATS

Pour ce qui est du capital de développement, sur les 67 répondants, près de 48 % sont des CLD incluant deux CDEC qui ont le même mandat, et 15 % des SADC. C'est pourquoi il a fallu consulter les rapports annuels de diverses organisations pour compléter le portrait.

Les actifs combinés de l'ensemble de organisations dépassent 18 G\$ pour des investissements cumulés atteignant plus de 12 G\$. Le capital de risque pour l'emploi est la catégorie la plus importante en raison de la présence des fonds de travailleurs et de sociétés d'État.

PROVENANCE

La répartition des capitaux se fait en fonction de l'affiliation à des réseaux. Les réseaux associatifs syndicaux et coopératifs dominant. La provenance des actifs est diversifiée : les deux fonds de travailleurs (Fonds de solidarité de la FTQ et Fondation CSN), le Mouvement Desjardins, les deux niveaux de gouvernement, acteurs locaux et régionaux tels que les CLD, les municipalités régionales de comté (MRC) et les conférences régionales des élus (CRÉ), et d'autres investisseurs privés régionaux ou nationaux.

La majorité du capital de développement provient des acteurs collectifs : fonds des travailleurs, Mouvement Desjardins, gouvernements et organismes du milieu.

Tableau 2 Investissements selon les catégories

Catégories du capital de risque	Montants
Capital de risque pour le développement régional	762,2 M\$
Capital de risque pour l'emploi et la participation des travailleurs	5 G\$
Capital de risque pour le développement local	195,3 M\$
Total	5,9 G \$

En ce qui concerne le **capital de risque pour le développement régional**, 635,5 M\$ (83,4 %) proviennent de Capital régional et coopératif Desjardins, et 125,9 M\$ (16,5 %) des fonds régionaux de solidarité (FTQ), selon les rapports annuels consultés.

Capital régional et coopératif Desjardins offre du capital de développement à l'ensemble des régions du Québec, alors qu'une «de ses priorités est l'investissement consacré à la capitalisation des coopératives et aux régions ressources du Québec »⁴. En 2010, 238 entreprises, coopératives et fonds implantés au Québec avaient reçu du financement contribuant à la création

⁴ <http://www.capitalregional.com/Fr/societe/mission.html>. Les régions ressources sont : l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie, le Nord-du-Québec et le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

et au maintien de plus de 36 000 emplois⁵. La moyenne des investissements est d'un peu moins 2,7 M\$ par entreprise.

Quant aux fonds régionaux de solidarité, ils réalisent des investissements afin de soutenir la création, le maintien et la sauvegarde d'emplois, « [et stimulent] l'économie régionale par des investissements stratégiques de développement »⁶. Le financement accordé à 279 entreprises avait permis de créer, maintenir ou sauvegarder 11 402 emplois en date de l'année 2010⁷. Le financement peut atteindre 2 M\$.

Le **capital de risque pour l'emploi et la participation des travailleurs** correspond principalement aux investissements en capital de développement du Fonds de solidarité FTQ pour un montant de 4,6 G\$ (92 %) auxquels s'ajoutent ceux de Fondation CSN atteignant 356,9 M\$ (7,8 %), sans Filaction, selon les rapports annuels. Nous avons regroupé leurs investissements dans cette catégorie, bien qu'il ne soit pas exclu que des investissements visent, par exemple, des entreprises soucieuses de l'environnement et du développement durable.

La mission du Fonds de solidarité FTQ est de « contribuer à la croissance économique du Québec en créant et en sauvegardant les emplois au moyen d'investissements dans les entreprises de l'ensemble des secteurs d'activité de l'économie québécoise »⁸. Le financement accordé à 2 052 entreprises avait permis de créer, maintenir ou sauvegarder 150 133 emplois en 2010⁹. Les investissements peuvent dépasser 2 M\$.

La mission de Fondation CSN consiste à favoriser « le maintien, la création d'emplois ainsi que la participation des travailleuses et des travailleurs québécois à la définition, à l'organisation et au contrôle de leur travail dans un environnement correspondant aux objectifs de développement durable »¹⁰. Le financement accordé à 225 PME et 35 fonds avait permis de créer, maintenir ou

⁵ Capital régional coopératif Desjardins. Rapport d'activités 2010.

⁶ <http://www.fondsftq.com/fr-CA/FondsRegionaux.aspx>.

⁷ Fonds de solidarité FTQ (2010). Rapport annuel et de développement durable 2010.

⁸ <http://www.fondsftq.com/fr-CA/A%20propos/Qui%20sommest-nous.aspx>.

⁹ Fonds de solidarité FTQ (2010). Rapport annuel et de développement durable 2010.

¹⁰ <http://www.fondaction.com/?cat=23>.

sauvegarder 18 646 emplois en 2010¹¹. Fondation privilégiée des investissements entre 2 M\$ et 5 M\$, mais il peut aussi effectuer des interventions à compter de 500 000 \$.

Quant au **capital de risque pour le développement local**, le montant inclut 30 M\$ (15,4 %) investis par les CLD, selon les rapports annuels, et 79,8 M\$ (40,9 %) investis par les SOLIDE, maintenant appelé les fonds locaux de solidarité, qui peuvent, depuis la fin 2009, investir dans les entreprises d'économie sociale. Encore une fois, compte tenu des informations disponibles, nous ne connaissons pas les montants précisément, d'où notre décision de tout regrouper dans le capital de développement. Le reste (85,5 M\$, soit 43,7 %) provenait majoritairement des CLD et des SADC ayant répondu au questionnaire.

La mission des CLD est d'offrir « des services de première ligne d'accompagnement et de soutien technique ou financier auprès des entrepreneurs potentiels ou déjà en activité, individuels ou collectifs, quel que soit le stade de développement de l'entreprise »¹². Les montants investis ne dépassent généralement pas 50 000 \$. Celle des fonds locaux de solidarité est de soutenir « l'économie locale par le développement des PME et par la création et le maintien d'emplois durables et de qualité »¹³. Le financement accordé à 601 entreprises avait permis de créer, maintenir ou sauvegarder 7 667 emplois¹⁴. Les investissements pouvaient atteindre 100 000 \$. Quant aux SADC, incluant les CAE, elles « travaillent à rendre les régions du Québec plus dynamiques », notamment par le développement économique local, la création d'emplois ou la diversification de l'économie¹⁵. Dépendamment des services financiers, le financement pouvait varier de 1 000 \$ jusqu'à 500 000 \$.

OBJECTIFS

L'objectif le plus fréquemment employé par les organisations du capital de développement est celui du développement local, et pour cause, les CLD étant les plus nombreux. Ils offrent une aide financière généralement sous forme de prêt. Par contre, ce sont les fonds qui ont souligné l'emploi et la participation des travailleurs qui dominent en termes d'actifs. La majorité des

¹¹ Fondation CSN (2010). Rapport annuel et de développement durable 2008-2010.

¹² <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/metropole/partenaires/#c2505>.

¹³ <http://www.fondsftq.com/fr-CA/FondsLocaux.aspx>.

¹⁴ Fonds de solidarité FTQ (2010). Rapport annuel et de développement durable 2010.

¹⁵ <http://www.reseau-sadc.qc.ca/>.

institutions soulignent qu'elles offrent un soutien technique et un suivi aux entreprises partenaires, ce qu'elles citent souvent dans leur mission. Parmi les répondants, 38 sur 67 (57 %) ont déclaré offrir un soutien à la gestion courante de l'entreprise et 45 (67,1 %), un soutien à la conception du projet de l'entreprise. Trente-trois (49,2 %) offraient les deux types de soutien.

Les organisations interviennent pour stimuler le développement des entreprises en leur apportant un appui stratégique actif, faisant bénéficier les entrepreneurs de leur expérience et de leurs réseaux d'affaires. Ainsi, les institutions en capital de développement sont orientées vers l'entreprise en lui offrant du financement et un soutien technique qui contribuent au développement régional et local ainsi qu'à la création d'emplois. Avec cette orientation, les organisations répondent à des besoins non satisfaits par le secteur financier traditionnel.

Concernant la contribution de l'État au capital de risque pour le développement régional, il est composé de FIER Partenaires, 137 M\$ (41,1 %), ainsi que de FIER-Régions, 162,6 M\$ (48,8 %), et Fonds-Soutien 13,5 M\$ (4,0 %), selon les données du rapport annuel d'Investissement Québec. Un montant de 20,5 M\$ (6,1 %) correspond aux investissements en capital de risque pour le développement régional de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) qui a répondu au questionnaire.

Précisons qu'avec les FIER créés par le gouvernement du Québec, ayant une capitalisation hybride, le privé prend plus d'importance dans le domaine du capital de développement, mais la prise de participation des actionnaires privés demeure minoritaire. Les fonds sont capitalisés par le gouvernement du Québec (318 M\$), le Fonds de solidarité FTQ (50 M\$), Capital régional et coopératif Desjardins (25 M\$), Fondation CSN (15 M\$) et des investisseurs privés.

Tableau 3 Sociétés d'État contribuant au capital de développement

Catégories du capital de risque	Montants
Capital de risque pour le développement régional	333,5 M\$
Capital de risque pour l'emploi	5,9 G\$
Total	6,3 G\$

Mentionnons que FIER Partenaires « a pour objectif de soutenir la création de fonds sectoriels de développement et de fonds de prédémarrage ainsi que le financement de projets structurants ». Les investissements peuvent varier de 5 M\$ à 25 M\$. FIER-Régions « visent à faciliter la capitalisation des entreprises dans le démarrage, le développement, la relève et le redressement.

Ces fonds sont gérés par des sociétés en commandite où le secteur du milieu régional est majoritaire. »

Les Fonds-Soutien « sont mis en place sous l'égide des Conférences (*sic*) régionales des élus (CRÉ) qui en désignent l'entité de gestion »¹⁶, pour favoriser le développement régional. L'investissement maximal est de 25 000 \$.

Au 31 décembre 2009, FIER-Régions avait permis de créer 1 752 emplois et d'en sauvegarder 3 991 alors que les Fonds-Soutien ont permis de créer 256 emplois et d'en sauvegarder 922¹⁷. Les montants ne peuvent pas excéder 1 M\$.

Quant à la SODEC, elle promeut et soutient « l'implantation et le développement des entreprises culturelles, y compris les médias, dans toutes les régions du Québec »¹⁸. Elle offre de l'aide financière, du financement et des mesures fiscales (avec Revenu Québec) grâce à divers programmes destinés aux entreprises des divers secteurs culturels québécois.

Pour ce qui est du capital de risque pour l'emploi, il s'agit des nouveaux investissements cumulatifs d'Investissement Québec, de 2005-2006 à 2009-2010, totalisant 6,1 G\$, et de la SGF, de 2003 à 2009, totalisant 0,7 G\$¹⁹.

Investissement Québec soutient « les entreprises à but lucratif, les coopératives et les organismes à but non lucratif à tous les stades de développement afin qu'ils atteignent leurs objectifs d'affaires », offrent des prêts et des garanties de prêt et investit dans le capital-actions des entreprises²⁰. Quant à la SGF, elle avait « pour mission de réaliser des projets de développement économique, notamment dans le secteur industriel, en collaboration avec des partenaires et à des conditions de rentabilité normales, conformément à la politique de développement économique

¹⁶ <http://www.investquebec.com/fr/index.aspx?page=1771>.

¹⁷ Investissement Québec (2010). Rapport annuel 2009-2010. La contribution de FIER Patenaire en termes d'emplo n'est pas indiquée.

¹⁸ <http://www.sodec.gouv.qc.ca/fr/page/route/-/1/15>.

¹⁹ MDEIE. « Budget 2010-2011. Renseignements particuliers ». La SGF a été fusionnée avec Investissement Québec en 2011.

²⁰ <http://www.investquebec.com/fr/index.aspx?page=1537>.

du gouvernement du Québec »²¹. La taille moyenne des investissements d'Investissement Québec était de près de 1 M\$ et celle de la SGF, de 30 M\$

POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

Les organisations du capital de développement participent au financement à toutes les phases de développement des entreprises partenaires. En ce qui a trait aux secteurs d'activités, la majorité d'entre elles favorisent le secteur manufacturier, le secteur des hautes technologies et le secteur tertiaire moteur. Plusieurs excluent les secteurs du commerce au détail, de l'immobilier ou de la restauration.

La taille des investissements des fonds de capital de développement peut débiter à 1 000 \$ et atteindre les millions de dollars. Par exemple, la valeur moyenne des investissements de la SGF était de 30 M\$ par entreprise en 2009, comme nous l'avons indiqué. Les critères d'investissement sont la qualité de l'équipe dirigeante, la qualité du produit ou du service, le marché et les retombées économiques du projet, le potentiel de croissance du projet, sa viabilité et son impact sur la création d'emplois stables et durables.

Ces investissements prennent la forme d'actions ordinaires ou privilégiées, de débentures, de prêts participatifs, de garanties de prêts, etc.

LA FINANCE SOLIDAIRE

Comme nous l'avons déjà souligné, la finance solidaire prend diverses formes à travers le monde, incluant, entre autres, différentes manières de créer une épargne collective pour répondre aux inégalités et aux injustices sociales. Même si les acteurs de la finance solidaire sont parties prenantes de ce qu'on appelle le capital de développement, étant donné leurs objectifs socioéconomiques, ils s'en distinguent fondamentalement par la clientèle (les entreprises collectives et les milieux défavorisés), les instruments financiers et leur rapport à l'argent.

²¹ SGF (2010), Rapport annuel 2009, p. 5.

On retrouve dans la finance solidaire un spectre qui va du microcrédit (ou fonds communautaires) aux institutions bancaires qui s'engagent dans cette perspective. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, par exemple, on utilise plutôt la notion de *Community Investment* et les institutions financières qui se spécialisent dans ce domaine sont des *Community Development Financial Institutions* (CDFI), alors qu'en Europe continentale la notion de finance solidaire est assez commune. Aujourd'hui, la notion d'*Impact Investment* englobe aussi la finance solidaire, surtout dans le monde anglo-américain. Au Canada, le concept de finance sociale (*social finance*) est utilisé pour identifier les fonds d'investissement avec des objectifs socioéconomiques. Ces fonds sont surtout axés vers des objectifs « sociaux » et souvent associés avec des entreprises sociales, privés ou collectives.

Au Québec, la finance solidaire désigne le financement du développement économique communautaire et des entreprises d'économie sociale. Gouvernée par les acteurs du milieu, elle prend la forme de prêts à intérêt avec ou sans garanties, mais elle passe aussi par la reconstruction du capital social des communautés. Récemment, la finance solidaire au Québec inclut également le capital patient ou la quasi-équité pour répondre aux besoins en investissement à long terme des entreprises collectives. La création d'un tel produit financier est une innovation financière créée par la société civile en partenariat avec l'État et les fonds de travailleurs.

RÉSULTATS

La finance solidaire regroupe 97 organisations, lorsqu'on inclut celles identifiées grâce à leur rapport annuel, par exemple celui des CLD (FDEES). Les investissements cumulés atteignent plus de 1 G\$. Compte-tenu du fait qu'il n'a pas été possible d'isoler complètement les financements solidaires réalisés par des institutions de capital de développement, comme nous l'avons déjà mentionné, ces résultats sous-estiment la part réelle de la finance solidaire.

CAPITAL DE RISQUE ET PRÊTS POUR OBNL ET COOPÉRATIVES

On trouve dans cette sous-catégorie une soixantaine des fonds locaux. Même si elles ne représentent que quelques-unes des organisations dédiées au capital de risque et prêts pour OBNL, les institutions nationales qui peuvent investir dans toutes les régions du Québec telles que la Caisse d'économie solidaire Desjardins, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale

(créée par la société civile), le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et Filaction représentent la part de loin la plus importante des actifs canalisés vers l'économie sociale.

Concernant le total du capital de risque et prêts pour OBNL et coopératives, le montant inclut 540 M\$ (79,5 %) de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, 38,3 M\$ (5,6 %) de Capital régional et coopératif Desjardins, 23 M\$ (3,4 %) de Filaction, 19,1 M\$ (2,8 %) de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, 8,1 M\$ (1,2 %) des CLD puisés dans les FDEÉS et 2,7 M\$ (0,4 %) du Fonds d'investissement de Montréal (FIM), selon les rapports annuels des organisations respectives, sauf pour le FIM dont les résultats apparaissent dans le rapport annuel du Fonds de solidarité FTQ. Le reste de la capitalisation provient des répondants du questionnaire, la majorité étant les fonds de développement des entreprises d'économie sociale, mais le RISQ, à lui seul, a une capitalisation de 15 M\$ (2,2 %).

La Caisse d'économie solidaire, comme son nom l'indique, soutient une économie solidaire. Elle cherche à contribuer « à la construction d'une société qui prend le parti de l'emploi, du partage, de l'entraide et du développement durable » d'où « elle se conçoit comme un levier de développement économique social avant de se concevoir comme un instrument de financement », qui veut « répondre aux besoins des personnes et des collectivités ». ²² En moyenne, la taille des investissements pour les OBNL et coopératives atteint un peu moins de 200 000 \$.

Filaction est un outil de développement qui s'adresse aux PME québécoises de tous les secteurs économiques. Il privilégie le milieu culturel et celui de l'économie sociale. Sa mission est de contribuer à préserver, à créer et à maintenir des emplois de qualité au Québec, ce qu'il fait notamment grâce à des fonds de financement dédiés, par exemple, pour l'entrepreneuriat féminin. ²³ Il répond aux besoins de financement des entreprises pour des montants entre 50 000 \$ et 500 000 \$, ainsi qu'à approvisionner les fonds communautaires.

La principale mission de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale est « de favoriser l'expansion et le développement des entreprises collectives en améliorant l'accès au financement

²² http://www.caissesolidaire.coop/savoir-etre/economie_solidaire.

²³ <http://www.filaction.qc.ca>.

et en assurant une meilleure capitalisation des entreprises d'économie sociale ». Elle offre des prêts sans remboursement de capital avant 15 ans, afin de soutenir les opérations des entreprises et appuyer leurs investissements immobiliers.²⁴ Les montants des investissements varient de 50 000 \$ à 1,5 M\$.

Le FIM est une société en commandite impliqué dans le logement communautaire. Sa mission est de « contribuer à revitaliser des quartiers de la métropole par la remise en état de logements tout en créant des emplois, en plus de permettre aux organismes locaux d'acquérir et de gérer des projets, en intégrant les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité ainsi que les locataires et la communauté locale »²⁵.

Quant à la mission du RISQ, elle consiste à « contribuer à la capitalisation des entreprises d'économie sociale, à favoriser le développement d'un modèle québécois d'économie qui se mesure par la rentabilité sociale engendrée et qui contribue à une nette augmentation de la richesse collective, à développer, utiliser et diffuser des méthodes d'analyse financière adaptées aux réalités des entreprises d'économie sociale et à favoriser la reconnaissance des pratiques de gestion originales et efficaces des entreprises, notamment auprès des intervenants financiers »²⁶. Les investissements varient de 1 000 \$ à 100 000 \$ selon le volet d'aide.

CRÉDIT COMMUNAUTAIRE

Les institutions du crédit communautaire sont dédiées à la création ou au maintien d'emplois au plan local (MRC), souvent sur un territoire plus circonscrit (municipalité, arrondissement ou quartier). Ces investissements peuvent aussi viser l'insertion professionnelle de catégories sociales telles les jeunes, les femmes, les Autochtones ou les personnes immigrantes. Le Réseau québécois du crédit communautaire (RQCC) regroupe plusieurs de ces institutions. Il compte 19 membres.

²⁴ <http://fiducieduchantier.qc.ca>.

²⁵ Fonds d'investissement de Montréal, Fondation Lucie et André Chagnon et Fonds de solidarité FTQ. « Deuxième phase de développement pour le F.I.M. : 4,1 M\$ dédiés au logement communautaire à Montréal ». Communiqué daté du 26 octobre 2007.

²⁶ <http://www.fonds-risq.qc.ca/?module=document&action=get&uid=985>.

Tableau 4 Finance solidaire – Financement selon les catégories

Sous-catégories	Part du financement total	Pourcentage du total
Capital de risque et prêts pour OBNL et coopératives	679,3 M\$	67,2
Capital de risque et prêts pour OBNL et coopératives (société d'État)	324 M\$	32,1
Crédit communautaire	7,8 M\$	0,7
Total	1,0 G\$	100

Trois membres du RQCC ont répondu au questionnaire. Le montant inclut 6,3 M\$ des autres membres du RQCC, qui n'ont pas répondu au questionnaire, selon le rapport annuel. Le RQCC a pour mission le développement et la promotion de « l'approche du crédit communautaire au Québec dans la perspective du mieux-être individuel et collectif et de l'élimination de la pauvreté ». Il soutient ses membres qui offrent des capitaux et accompagnent les populations au plan local dans le cadre d'activités économiques.²⁷ Ces derniers « offrent une moyenne de prêt de 2 731 \$ pour les Cercles d'emprunt pour une durée de 12 à 36 mois et de 7 188 \$ pour les Fonds communautaires d'emprunt ayant une durée de 2 à 5 ans »; le financement dépasse rarement 20 000 \$²⁸.

CAPITAL DE RISQUE ET PRÊTS POUR OBNL ET COOPÉRATIVES (SOCIÉTÉ D'ÉTAT)

Quant au capital de risque et prêts pour OBNL et coopératives (société d'État), il s'agit principalement d'Investissement Québec, dont nous avons présenté la mission lorsqu'il était question du capital de développement. Sa contribution, en 2010, provient de deux programmes : programme Entrepreneuriat collectif et Capitalisation des entreprises de l'économie sociale.

²⁷ <http://www.rqcc.qc.ca/mission>.

²⁸ <http://www.rqcc.qc.ca/financement>.

CONCLUSION

Depuis la fin des années 1990, le paysage du capital de développement et de la finance solidaire s'est considérablement transformé. Ils font maintenant partie de la finance socialement responsable. D'une part, les concepts pour rendre compte des capitaux qui y sont destinés ont évolué et, d'autre part, des acteurs qui existaient à cette époque, voire avant et après, se sont appropriés ces nouveaux champs d'action dans le souci de rentabiliser leurs investissements et leurs placements, mais aussi dans le souci d'un partage plus équitable de la richesse.

En 2004, nous avons identifié 106 fonds (dont 88 SOLIDE) qui pratiquaient d'une manière ou d'une autre des investissements liés à la finance solidaire. Ils avaient une capitalisation ou un actif de près de 352 M\$. La capitalisation dédiée à la finance solidaire des fonds nationaux (Fondaction, RISQ, Caisse d'économie solidaire Desjardins, Filaction, Fonds de financement coopératif, SOCARIAQ²⁹, Fonds de stabilisation fédéral des coopératives d'habitation) atteignait environ 90 % du total.

Lors de notre dernière enquête, en 2006, il avait été beaucoup plus facile d'obtenir des réponses à nos questions. En effet, les acteurs étaient partie prenante de l'enquête. On estimait à plus de 755 M\$ les montants investis dans des entreprises d'économie sociale depuis 1996.

En 2010, le capital de développement et la finance solidaire totalisent plus de 13 G\$. Une chose est cependant certaine, dans une prochaine enquête les acteurs devront être partie prenante.

Aujourd'hui encore plus qu'hier, la financiarisation de l'économie met en évidence la nécessité de penser autrement la finance. La préoccupation grandissante des citoyens concernant l'impact de l'activité économique sur l'environnement et son incapacité à répondre aux inégalités socioéconomiques, tant dans les pays riches que les pays pauvres, ont donné lieu à un engagement auprès d'institutions financières qui peuvent canaliser l'épargne vers des investissements et des placements responsables. Ce n'est pas étonnant que les acteurs pour une

²⁹ Société de capital de risque autochtone du Québec.

finance responsable aient maintenant une visibilité plus large, étant donné ces préoccupations de créer la richesse autrement, en respectant l'environnement physique et social.

Aujourd'hui, nous n'avons plus besoin d'insister sur l'importance de la responsabilité sociale des institutions financières. Cela nous permet de porter un nouveau regard sur le rôle de ces institutions dans la société en rappelant qu'elles sont, au bout de compte, des services publics. En contraste avec les institutions financières conventionnelles, la finance solidaire contribue à une autre vision de l'économie, à une autre vision de la finance, qui calcule sa rentabilité par sa capacité à répondre aux enjeux sociétaux qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour.

Le mouvement « Occupons Wall Street » a démontré l'importance et le bien-fondé de développer des alternatives à une économie de marché basée uniquement sur les profits. De ce point de vue, les acteurs du capital de développement et de la finance solidaire sont des précurseurs, étant donné qu'ils prêchent par l'exemple lorsqu'ils ont pour objectif de créer des emplois ou de réintégrer des personnes sur le marché du travail. Sans doute d'autres innovations seront nécessaires afin de mieux apprivoiser encore le capitalisme, mais ce capital et cette finance révèlent qu'il est possible de produire des biens et des services afin de mieux répondre à des besoins et à des aspirations tant au plan individuel que collectif, tout en permettant à des institutions investissant des capitaux et aux organisations d'être rentables. Au bout du compte, l'objectif est que ce soit l'ensemble de la société qui en profite dès lors, par exemple, que la pauvreté et l'exclusion sociale diminuent et que le partage de la richesse se fait de manière plus équitable.

ANNEXE

LETTRE DE PRÉSENTATION ET QUESTIONNAIRE

For an English version, please contact us at 514-475-6971 or rechercheFSR@gmail.com

Bonjour,

Le Groupe de recherche sur la finance socialement responsable, auquel participent la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke, l'Institut d'économie politique Karl Polanyi de l'Université Concordia et le CAP Finance, mène actuellement une étude sur les fonds de développement afin de mettre à jour un inventaire et un profil du capital de développement à l'échelle du Québec. La dernière mise à jour, dont vous trouverez la synthèse ci-jointe, avait été réalisée en 2006. Cette recherche est dirigée par Margie Mendell, directrice de l'Institut Karl Polanyi et vice-directrice de l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia, et Allison Marchildon, professeure associée à la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

L'objectif de l'enquête est d'identifier les caractéristiques du capital de développement au Québec et de suivre son évolution au fil des dernières années. Plus précisément, nous retenons comme fonds et institutions de capital de développement trois catégories : 1) le capital de risque pour la création d'emploi, 2) le capital de risque pour le développement régional, et 3) le capital de risque pour l'environnement. Nous en sommes à la troisième mise à jour de ces données, qui composent un portrait unique de la finance socialement responsable au Québec.

Nous vous invitons par conséquent à répondre au questionnaire en ligne à l'adresse suivante :

<http://www.surveymonkey.com/s/capitaldeveloppement>

Répondre au questionnaire en ligne devrait nécessiter de 15 à 20 minutes de votre temps. Il serait grandement apprécié si vous pouviez le faire d'ici le lundi 5 novembre 2010.

Veillez prendre note que les renseignements que vous fournirez sur votre fonds ou votre organisation demeureront confidentiels. Ils ne seront traités et publiés que d'une façon agrégée, par question ou par catégorie de répondants (p. ex. actif total disponible dédié à la microfinance, nombre total d'employés, etc.) Nous vous transmettrons une copie du rapport présentant les résultats de la présente enquête lorsque celui-ci sera finalisé.

Pour toute question, n'hésitez pas à contacter Valérie Bourdeau, assistante de recherche, par courriel à rechercheFSR@gmail.com ou par téléphone au 514-475-6971.

Au nom de toute l'équipe, je vous remercie de votre précieuse collaboration.

Marguerite Mendell
Vice-présidente, École des affaires publiques et communautaires
Directrice, Institut Karl Polanyi
Université Concordia, 1455 de Maisonneuve O., Montréal
mendell@alcor.concordia.ca

ÉTUDE SUR LES FONDS RÉGIONAUX DE DÉVELOPPEMENT ET LA FINANCE SOLIDAIRE

AVANT PROPOS

Merci de votre participation à cet important inventaire du capital de développement et de la finance solidaire au Québec mené par la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke, l'Institut d'économie politique Karl Polanyi de l'Université Concordia et le CAP Finance, dont les résultats seront intégrés à la *Revue de l'investissement socialement responsable au Canada*, un inventaire recensé et diffusé à l'échelle nationale par l'Association pour l'investissement responsable.

Nous tenons à vous assurer que les renseignements que vous fournirez sur votre fonds ou votre organisation demeureront confidentiels. Ils ne seront traités et publiés que d'une façon agrégée, par question ou par catégorie de répondants (p. ex. actif total disponible dédié à la micro-finance, nombre total d'employés, etc.)

N'hésitez pas à communiquer avec nous si vous avez besoin de précisions sur le questionnaire.

Valérie Bourdeau
Assistante de recherche
Université Concordia
rechercheFSR@gmail.com

ÉTUDE SUR LES FONDS RÉGIONAUX DE DÉVELOPPEMENT ET LA FINANCE SOLIDAIRE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Coordonnées

Nom du fonds

Responsable

Adresse

Ville

Province

Code postal

Site web

Courriel

Téléphone

Dans quelle(s) région(s) le fonds opère-t-il?

- | | | |
|------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Abitibi-Témiscamingue | <input type="checkbox"/> Côte-Nord | <input type="checkbox"/> Mauricie |
| <input type="checkbox"/> Bas-Saint-Laurent | <input type="checkbox"/> Estrie | <input type="checkbox"/> Montérégie |
| <input type="checkbox"/> Capitale-Nationale | <input type="checkbox"/> Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | <input type="checkbox"/> Montréal |
| <input type="checkbox"/> Centre-du-Québec | <input type="checkbox"/> Lanaudière | <input type="checkbox"/> Nord-du-Québec |
| <input type="checkbox"/> Chaudière-Appalaches | <input type="checkbox"/> Laurentides | <input type="checkbox"/> Outaouais |
| | <input type="checkbox"/> Laval | <input type="checkbox"/> Saguenay-Lac-Saint-Jean |

En quelle année le fonds a-t-il été créé?

Quelle est la mission du fonds?

ÉTUDE SUR LES FONDS RÉGIONAUX DE DÉVELOPPEMENT ET LA FINANCE SOLIDAIRE

Quel est le statut juridique du fonds?

- | | |
|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Société en commandite | <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser) |
| <input type="checkbox"/> Société à capital action | |
| <input type="checkbox"/> Organisme à but non lucratif | |
-

Dans laquelle ou lesquelles des catégories suivantes inscririez-vous le fonds?

- | | |
|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Le capital de risque pour l'emploi | <input type="checkbox"/> Le capital de risque pour l'environnement |
| <input type="checkbox"/> Le capital de risque pour le développement régional | <input type="checkbox"/> Autres formes d'investissement |

RENSEIGNEMENTS SUR LA CAPITALISATION ET LE PERSONNEL

Le fonds est-il géré par un conseil d'administration? Oui Non

Si oui, combien de personnes siègent au conseil? # _____

Êtes-vous doté de comités? Oui Non

Si oui, quels sont-ils, et combien de personne y siègent?

1 – Nom _____ # _____

2 – Nom _____ # _____

3 – Nom _____ # _____

4 – Nom _____ # _____

5 – Nom _____ # _____

6 – Nom _____ # _____

ÉTUDE SUR LES FONDS RÉGIONAUX DE DÉVELOPPEMENT ET LA FINANCE SOLIDAIRE

Le fonds emploi-t-il des bénévoles? Oui Non

Si oui, combien de bénévoles employez-vous? # _____

Combien de salariés travaillent pour le fonds ou l'organisation?

Personnel de bureau # _____

Analystes # _____

Conseillers # _____

Direction # _____

Quelle est la capitalisation ou l'actif total du fonds?

(montant des capitaux obtenus depuis la création du fonds) \$ _____

Quel est le montant total dédié à la catégorie ou aux catégories identifiées précédemment?

Le capital de risque pour l'emploi \$ _____

Le capital de risque pour le développement régional \$ _____

Le capital de risque pour l'environnement \$ _____

Autres formes d'investissement \$ _____

Quel est le montant disponible actuellement pour de nouveaux investissements?

\$ _____

Est-ce que le fonds:

Gère ses investissements à l'interne? Oui Non

Fait appel à un gestionnaire externe? Oui Non

Autre (veuillez préciser) Oui Non

ÉTUDE SUR LES FONDS RÉGIONAUX DE DÉVELOPPEMENT ET LA FINANCE SOLIDAIRE

Qui sont les principaux pourvoyeurs du fonds?

Quel type d'entreprise (micro-entreprise, PME, etc.) ou de population (jeunes, femmes, communautés culturelles, etc.) est desservie par le fonds?

Investissez-vous de préférence au niveau de votre localité, de votre MRC, de votre région, ou selon un autre critère géographique?

- Aucune préférence
- Localité
- MRC
- Région
- Autre (veuillez préciser)

Pouvez-vous nommer quelques exemples de projets appuyés par le fonds?

Quel est le montant minimum des prêts?

\$

Quel est le montant maximum des prêts?

\$

Quelle est la taille idéale d'un investissement?

\$

ÉTUDE SUR LES FONDS RÉGIONAUX DE DÉVELOPPEMENT ET LA FINANCE SOLIDAIRE

Quels sont les types de participation possible?

- | | |
|------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Actions ordinaires | <input type="checkbox"/> Garanties |
| <input type="checkbox"/> Actions privilégiés | <input type="checkbox"/> Prêts participatifs |
| <input type="checkbox"/> Capital action | <input type="checkbox"/> Parts sociales |
| <input type="checkbox"/> Débentures | <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser) |
| <input type="checkbox"/> Équité/Quasi-équité | |
| <input type="checkbox"/> Financement mezzanine | |
-

Quelles sont vos attentes quant au niveau de participation financière minimum pour les entreprises financées?

%

Quelles sont vos attentes quant au niveau de participation financière maximum pour les entreprises financées?

%

Quel est le niveau de participation idéal d'une entreprise?

%

Quel est le taux de rendement escompté sur l'investissement?

%

Quels sont les principaux critères de sélection pour autoriser un investissement?

Quel est le taux d'acceptation des projets?

%

Offrez-vous un soutien à la conception du projet de l'entreprise?

Oui

Non

ÉTUDE SUR LES FONDS RÉGIONAUX DE DÉVELOPPEMENT ET LA FINANCE SOLIDAIRE

Offrez-vous un soutien à la gestion courante de l'entreprise?

Oui

Non

Le fonds participe-t-il au conseil d'administration de l'entreprise?

Oui

Non

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION!

Pour voir les résultats de la dernière étude sur les fonds de développement et la finance solidaire au Québec, rendez-vous au :

www.aruc-es.uqam.ca/Portals/0/docs/pdf/Portrait_FSR_Quebec.pdf

Pour la Revue 2008 de l'investissement socialement responsable au Canada de l'Association pour l'investissement responsable, rendez-vous au :

www.socialinvestment.ca/francais/documents/caRevue2008.pdf

LISTE COMPLÈTE DES RÉPONDANTS

Note : Le nombre de répondants est inférieur à 84, car une organisation pouvait répondre plus d'une fois lorsqu'elle avait plus d'un fonds (p. ex. FDEÉS, FLI, Jeunes promoteurs).

- ACEM - Fonds communautaire d'emprunt de Montréal
- AgeChem Finances Inc.
- Capital Croissance PME
- Capital Financière agricole inc
- Capital Régional et Coopératif Desjardins
- CDÉC Centre-Nord
- CDÉC de Sherbrooke
- CDÉC Rosemont-Petite-Patrie
- Fiducie du Chantier de l'économie sociale
- CLD Abitibi
- CLD au Cœur de la Montérégie
- CLD Beauharnois-Salaberry
- CLD d'Acton
- CLD de Bécancour
- CLD de La Côte-de-Gaspé
- CLD de la Jacques Cartier
- CLD de la MRC de Memphrémagog
- CLD de la MRC du Granit
- CLD de la région de Thetford
- CLD de Lajemmerais
- CLD de Laval
- CLD de l'Islet
- CLD de Longueuil
- CLD de Matawinie
- CLD de Québec
- CLD de Verdun
- CLD des Iles
- CLD du Kamouraska
- CLD du Pontiac
- CLD du Rocher-Percé
- CLD Joliette
- CLD Lachine
- CLD Vallée-de-la-Gatineau
- CRE de l'Estrie
- CRE Saguenay-Lac-St-Jean
- Desjardins Innovatech S.E.C
- Fier Bas-Richelieu
- FIER-Témabi
- Fonds d'emprunt Québec
- FONDS D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE
- Fonds de développement économique Champlain inc
- Fonds de développement économique LaPrade St-Maurice inc.
- Fonds de développement industriel Richmond-Wolfe Inc
- Fonds d'investissement de la culture et des communications, s.e.c.
- Fonds régional de solidarité FTQ Abitibi-Témiscamingue
- Fonds régional de solidarité FTQ Chaudière-Appalaches
- Réseau d'Investissement Social du Québec
- SADC Arthabaska-Érable inc
- SADC Outry
- SADC Bellechasse-Etchemins
- SADC Chibougamau-Chapais
- SADC Côte-Nord
- SADC De Gaspé
- SADC de la Vallée de l'Or
- SADC Lac-St-Jean Ouest
- SADC Matane
- SADC Mégantic
- SADC Région Acton
- SADC Rouyn-Noranda
- Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches
- SODEC

LISTE COMPLÈTE DES RAPPORTS ANNUELS CONSULTÉS

- CDÉC Ahuntsic-Cartierville
- CDÉC Centre-Nord
- CDÉC Centre-Sud/Plateau
- CDÉC Rosemont/Petite-Patrie
- CDEST
- CLD Abitibi
- CLD Abitibi Ouest
- CLD Antoine Labelle
- CLD Argenteuil
- CLD au coeur de la Montérégie
- CLD Avignon
- CLD Beauharnois Salaberry
- CLD Bonaventure
- CLD Charlevoix
- CLD Côte de Beaupré
- CLD Côte des Neiges
- CLD d'Acton
- CLD de Beauce Sartigan
- CLD de Caniapiscau
- CLD de Coaticook
- CLD de Drummondville
- CLD de la Haute-Gaspésie
- CLD de la Haute-Yamaska
- CLD de la Jacques-Cartier
- CLD de la Matapédia
- CLD de l'Islet
- CLD de Maskinongé
- CLD de Mirabel
- CLD de Québec
- CLD de Roussillon
- CLD de Rouyn-Noranda
- CLD de Shawinigan
- CLD de Témiscouata
- CLD de Thetford
- CLD des Etchemins
- CLD des Laurentides
- CLD des Pays-d'en-Haut
- CLD des Sources
- CLD du Fjord
- CLD du Granit
- CLD du Haut-Richelieu
- CLD Gatineau
- CLD Joliette
- CLD Kamouraska
- CLD Lac-St-Jean Est
- CLD Lajemmerais
- CLD Laval
- CLD les Basques
- CLD Manicouagan
- CLD Maria-Chapdelaine
- CLD Mékinac
- CLD Memphrémagog
- CLD Pierre de Saurel
- CLD Rimouski-Neigette
- CLD Rivière-du-Nord
- CLD Thérèse de Blainville
- CLD Vallée-de-la-Gatineau
- CLD Val-St-Francois
- CLD Vaudreuil-Soulanges
- CREC St-Léonard
- Réseau québécois du crédit communautaire
- SADC de Rivière-du-Loup
- Fondation
- Fonds de solidarité FTQ
- Capital régional et coopératif Desjardins
- Investissement Québec
- Caisse d'économie solidaire Desjardins
- RISQ
- Fiducie du Chantier de l'économie sociale
- Réseau québécois du crédit communautaire
- Société générale de financement
- Aussi : MDEIE. « Budget 2010-2011 ». Renseignements particuliers.